

ASS/GF/II/MG



2026-116

**VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SÉANCE DU 27 MAI 2026**

<b>OBJET :</b> <b>TAXE DE SEJOUR 2027 - MAINTIEN DU TARIF APPLIQUE DEPUIS LE 1ER JANVIER 2024</b>			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 28	Nombre de votants : 33	Date de la convocation : 20 mai 2026

L'an deux mille vingt-six, le vingt-sept mai à dix-huit heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est assemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, M. William COMBES, Mme Christine BÉNET, M. El Mahdi DAHBI, Mme Françoise CASTEL, M. Michel MASUYER, Mme Sabrina FITO, M. Laurent MARTINEZ, Mme Corinne ARMERO, Mme Mireille SANTINI, M. Bernard ROUSSET, M. Christian ROIG, M. Erik LE MOAL, Mme Christine FOULQUIER, M. Thierry CAUMEIL, M. Jérôme BACAVE-ESTEVE, Mme Magali GARY-BOBO, Mme Angélique ARCIET, Mme Vanessa BESLER, Mme Émilie FABREGAT, Mme Carol-Ann EHRHARD, Mme Pauline VILCHEZ, M. André HERNANDEZ, Mme Dominique GEA, M. Denis PROVENT, M. Thierry DENARD, Mme Marie-Claude MARTINEZ, Mme Valérie DUMONTET

Étaient absents :

M. Alain GARCIA, M. Philippe GALANO, M. Jean-Charles PITT, Mme Mélinda MARTIN, M. Michel CANO

Avaient donné mandat :

M. Alain-Marc GARCIA donne procuration à M. Laurent MARTINEZ, M. Philippe GALANO donne procuration à M. Gérard FORCADA, M. Jean-Charles PITT donne procuration à M. William COMBES, Mme Mélinda MARTIN donne procuration à M. El Mahdi DAHBI, M. Michel CANO donne procuration à Mme Marie-Claude MARTINEZ

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Michel MASUYER

RAPPORTEUR : El Mahdi DAHBI

Vu l'article 76 de la loi de finances rectificative pour 2023 ;  
Vu l'article L. 4332-6 du Code Général des Collectivités Territoriales ;  
Vu les articles L.2333-26 à L.2333-33 du Code Général des Collectivités Territoriales ;  
Vu l'article L. 5211-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;  
Vu l'article L.3333-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;  
Vu l'article L. 324-1-1 du Code du tourisme ;  
Vu la délibération du 22 juin 2018 du Conseil départemental de l'Aude instituant une taxe additionnelle de 10 % à la taxe de séjour perçue par les communes ;  
Vu la délibération n° DE 2024-124 de la CCRLCM du 19 juin 2024 portant modification des barèmes de la taxe de séjour au 1<sup>er</sup> janvier 2025 ;  
Vu la délibération n° 2025-88 du 19 juin 2025 maintenant les tarifs de la taxe de séjour appliqués depuis le 01/01/2024

L'article L. 2330-30 du CGCT prévoit qu'à compter de la deuxième année d'application de la taxe de séjour, les tarifs sont revalorisés chaque année dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation, hors tabac, de l'avant dernière année. Le taux de variation de l'indice des prix à la consommation en France est de + 0.9 % pour 2025 (Source INSEE).

Cependant, afin de ne pas faire peser cette augmentation des prix sur les personnes venant séjourner dans les établissements de la commune, et pour harmoniser les tarifs avec la logique mise en œuvre par la CCRLCM qui sera à terme bénéficiaire de cette taxe au titre de la compétence tourisme (création future d'un EPIC), il a été décidé par l'équipe municipale de modifier les tarifs de la taxe de séjour, en les révisant à la baisse.

Par ailleurs, la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 instaure une taxe additionnelle régionale de 34 % à la taxe de séjour perçue par les communes du département de l'Aude. Cette taxe de séjour communale étant déjà augmentée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019 de 10 % par la taxe additionnelle décidée par le Conseil départemental de l'Aude.

Lors de la perception de cette taxe par la commune, les sommes correspondant à la taxe additionnelle régionale seront reversées à l'Établissement Public Foncier Local « Société de la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan » dans le cadre du financement de la Ligne Grande Vitesse Perpignan-Montpellier.

Cette majoration s'appliquera de droit aux tarifs votés par les collectivités bénéficiaires de la taxe de séjour dans le département de l'Aude, et n'a pas à être intégrée aux tarifs adoptés par les assemblées délibérantes.

Pour information, le barème officiel applicable de la taxe de séjour pour 2027 est le suivant :

### **TAXE DE SÉJOUR : Barème applicable pour 2027**

*Taux de croissance IPC 2025 (Source INSEE) : + 0,9 %.*

(en euros)

<b>Catégories d'hébergement</b>	<b>Tarif plancher</b>	<b>Tarif plafond</b>
Palaces	0,70 €	4,90 €
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	0,70 €	3,60 €
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	0,70 €	2,60 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	0,50 €	1,70 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	0,30 €	1,00 €
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1, 2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, auberges collectives	0,20 €	0,80 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	0,20 €	0,60 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0,20 €	

Pour tous les **hébergements en attente de classement ou sans classement** à l'exception des catégories d'hébergements mentionnées dans le tableau, **le tarif applicable par personne et par nuitée est compris entre 1 % et 5 % du coût par personne de la nuitée dans la limite du tarif le plus élevé adopté par la collectivité**. Le coût de la nuitée correspond au prix de la prestation d'hébergement hors taxes.

Afin de ne pas pénaliser le tourisme local, il est proposé au conseil municipal de maintenir les tarifs de la taxe de séjour appliqués depuis le 01/01/2024, à savoir :

Catégorie d'hébergement	Taxe de séjour municipale 2023 (en €)	Taxe de séjour municipale 2027 (en €) appliqués depuis le 01/01/2024	Taxe perçue par le Conseil départemental de l'Aude (10%)	Taxe additionnelle perçue par le Conseil régional d'Occitanie (34 %)	Taxe de séjour totale 2027 payée par le vacancier
Palaces	4,30	<b>4,00</b>	0,40	1,36	5,76
Hôtel de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublé de tourisme 5 étoiles	3,10	<b>2,40</b>	0,24	0,82	3,46
Hôtel de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublé de tourisme 4 étoiles	2,40	<b>1,80</b>	0,18	0,61	2,59
Hôtel de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublé de tourisme 3 étoiles	1,50	<b>1,10</b>	0,11	0,37	1,58
Hôtel de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublé de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	0,90	<b>0,70</b>	0,07	0,24	1,01

Hôtel de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1,2,3 étoiles, chambres d'hôtes, auberges collectives	0,80	<b>0,60</b>	0,06	0,20	0,86
Terrain de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	0,60	<b>0,50</b>	0,05	0,17	0,72
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0,20	<b>0,20</b>	0,02	0,07	0,29

Le coût de la nuitée correspond au prix de la prestation d'hébergement hors taxes.

\*dans la limite du tarif le plus élevé adopté par la collectivité soit 4,00 €

Il faut enfin rappeler qu'en application de l'article L.2333-31 du CGCT, la taxe de séjour ne s'applique pas aux :

- Personnes mineures,
- Titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés dans la commune,
- Personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire,
- Personnes qui occupent des locaux dont le loyer est inférieur à un montant que le conseil municipal détermine.

Il est donc demandé au Conseil municipal :

**1/ De prendre acte** de l'existence de la taxe additionnelle régionale d'un montant total de 34 %.

**2/ De décider** de l'application des montants de la taxe pour 2027 selon le barème présenté ci-dessus, tenant compte de la taxe additionnelle départementale de 10 %.

**3/ De dire** que la taxe de séjour ne s'applique pas aux personnes énumérées à l'article L. 2333-31 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**4/ De confirmer** la périodicité du recouvrement telle que posée par la délibération 2017-108 du 6 juillet 2017, à savoir un recouvrement semestriel le 30 avril et le 31 octobre.

**5/ D'autoriser** M. le Maire à prendre toute mesure nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

**Sur présentation de son rapporteur,**

**Le Conseil Municipal après en avoir délibéré**

**Approuve à la majorité par 26 voix pour (de M. Gérard FORCADA, M. William COMBES, Mme Christine BÉNET, M. El Mahdi DAHBI, Mme Françoise CASTEL, M. Michel MASUYER, Mme Sabrina FITO, M. Laurent MARTINEZ, Mme Corinne ARMERO, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Mireille SANTINI, M. Bernard ROUSSET, M. Christian ROIG, M. Philippe GALANO, M. Erik LE MOAL, M. Jean-Charles PITT, Mme Christine FOULQUIER, M. Thierry CAUMEIL, M. Jérôme BACAVE-ESTEVE, Mme Magali GARY-BOBO, Mme Angélique ARCIET, Mme Vanessa BESLER, Mme Émilie FABREGAT, Mme Carol-Ann EHRHARD, Mme Pauline VILCHEZ, Mme Mélinda MARTIN), 7 voix contre (de M. André HERNANDEZ, M. Michel CANO, Mme Dominique GEA, M. Denis PROVENT, M. Thierry DENARD, Mme Marie-Claude MARTINEZ, Mme Valérie DUMONTET)**

**Et décide**

**1/ De prendre acte** de l'existence de la taxe additionnelle régionale d'un montant total de 34 %.

**2/ De décider** de l'application des montants de la taxe pour 2027 selon le barème présenté ci-dessus, tenant compte de la taxe additionnelle départementale de 10 %.

**3/ De dire** que la taxe de séjour ne s'applique pas aux personnes énumérées à l'article L. 2333-31 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**4/ De confirmer** la périodicité du recouvrement telle que posée par la délibération 2017-108 du 6 juillet 2017, à savoir un recouvrement semestriel le 30 avril et le 31 octobre.

**5/ D'autoriser** M. le Maire à prendre toute mesure nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Pour extrait certifié conforme :

**Le Maire**

Gérard FORCADA



**Le secrétaire de séance**

Michel MASUYER

A large, stylized black signature of Michel Masuyer.

